

MANIFESTE DE MAPUTO 2024

Réclamer l'avenir de
l'Afrique à travers une
perspective féministe sur la
dette et le développement.



AFRICAN FORUM AND NETWORK
ON DEBT AND DEVELOPMENT



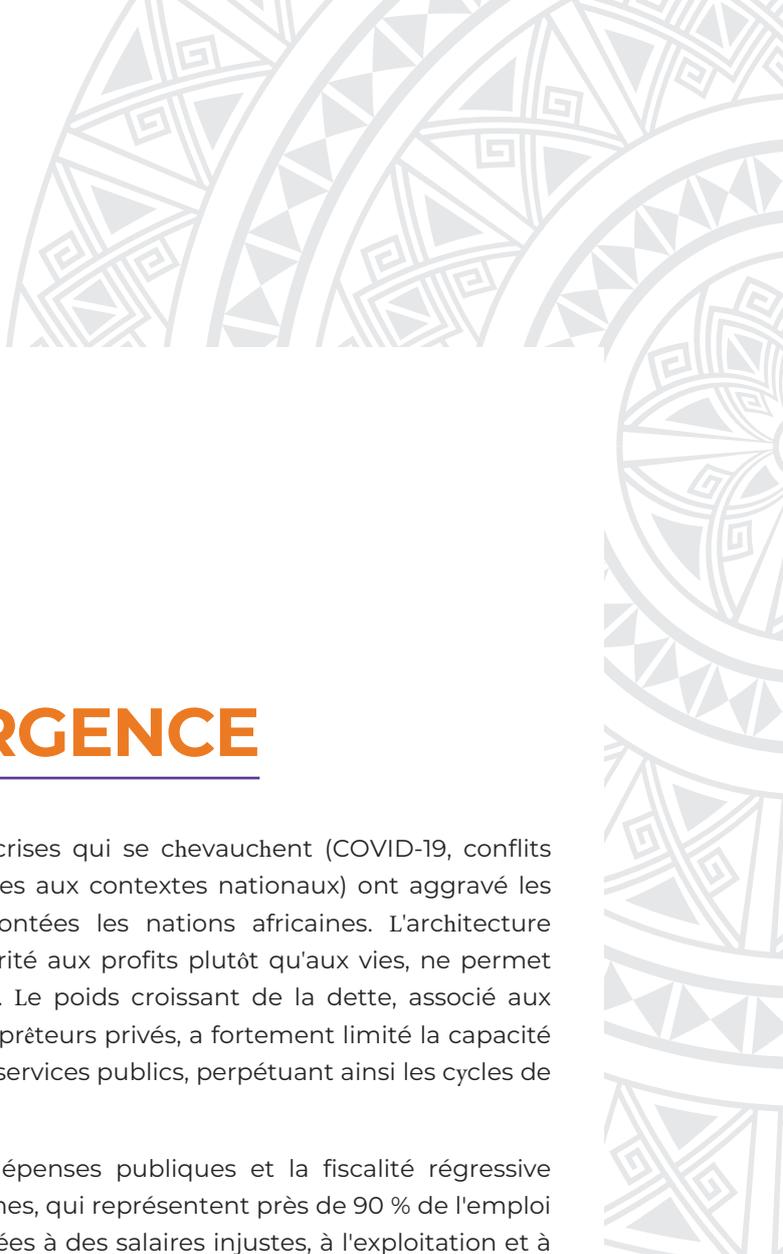


PREAMBULE

Réunis à Maputo, du 28 au 30 août 2024, pour la 4e Conférence africaine sur la dette et le développement (AfCoDD IV), nous reconnaissons un moment critique dans l'histoire de l'Afrique. La crise de la dette continue d'exercer une emprise oppressive sur nos économies, aggravant les inégalités et affectant de manière disproportionnée les femmes et les filles à travers le continent. Cette réalité nous amène à reconnaître l'urgence d'une réponse collective et transformatrice.

AfCoDD IV a été façonné par la nécessité de construire un agenda féministe de la dette, qui déconstruit la pensée macroéconomique conventionnelle, propose des principes féministes pour aborder le dilemme de la dette et du développement, et brise les asymétries de pouvoir qui marginalisent les femmes.

C'est pourquoi nous, soussignés, présentons **le Manifeste de Maputo 2024** - un engagement à adopter un point de vue féministe sur la dette et le développement, en reconnaissant que la lutte contre la dette est intrinsèquement liée à la lutte pour l'égalité des sexes et la justice sociale.



CONTEXTE ET URGENCE

Les défis continuellement exacerbés par des crises qui se chevauchent (COVID-19, conflits géopolitiques, crise climatique, défis intrinsèques aux contextes nationaux) ont aggravé les inégalités systémiques auxquelles sont confrontées les nations africaines. L'architecture financière mondiale actuelle, qui donne la priorité aux profits plutôt qu'aux vies, ne permet pas de répondre aux besoins des populations. Le poids croissant de la dette, associé aux conditions de prêt restrictives imposées par les prêteurs privés, a fortement limité la capacité des gouvernements africains à investir dans les services publics, perpétuant ainsi les cycles de pauvreté et d'inégalité.

Les mesures d'austérité, les réductions des dépenses publiques et la fiscalité régressive imposent un fardeau disproportionné aux femmes, qui représentent près de 90 % de l'emploi informel en Afrique. Ces femmes sont confrontées à des salaires injustes, à l'exploitation et à l'absence de droits du travail fondamentaux tels que les pensions et les congés de maternité.

Bien qu'elles représentent la majorité dans le secteur public et qu'elles soient l'épine dorsale de nos économies et de nos communautés, elles continuent d'être marginalisées.

Dans ce contexte, la crise de la dette en Afrique est plus qu'une simple crise économique; il s'agit d'une préoccupation féministe profonde, qui met en évidence l'intersectionnalité de la dette et du genre. C'est pourquoi, lors de cette conférence, nous avons délibérément choisi d'aborder cette crise à travers un prisme féministe qui expose et remet en question les inégalités structurelles ancrées dans le système économique et financier actuel.

DEFIS SOULIGNES

Au cours des discussions, les questions essentielles suivantes ont été mises en évidence:

1. Entre 2010 et 2021, les paiements d'intérêts sur la dette en Afrique ont augmenté de manière alarmante (132 %), au détriment des dépenses essentielles en matière d'éducation, de soins de santé et d'investissements publics. Aujourd'hui, près de la moitié des pays africains consacrent davantage de fonds au service de la dette qu'à des secteurs essentiels tels que l'éducation, la santé et l'investissement public.
2. La réduction des budgets alloués à la santé et à l'éducation en Afrique a un impact disproportionné sur les femmes, qui représentent près de 90 % du secteur informel et sont souvent les principales dispensatrices de soins et d'éducation au sein de leur famille. Cette baisse de financement se traduit par une détérioration de la santé, une augmentation des taux d'abandon scolaire chez les filles et un déclin général du bien-être de la communauté.
3. La sous-utilisation à long terme des fonds alloués à l'éducation, due au fardeau de la dette, a conduit à la négligence continue de l'éducation des femmes en Afrique, ce qui se traduit par des taux élevés d'analphabétisme et de mariages précoces. Les normes culturelles, les obstacles économiques et l'insuffisance des infrastructures éducatives contribuent également à ces défis.
4. Les femmes sont souvent exclues des allocations financières, 37 % d'entre elles seulement ayant un compte bancaire en Afrique subsaharienne.
5. Les mesures d'austérité restreignent souvent l'accès des femmes à des ressources essentielles telles que les refuges, les conseils et l'aide juridique, qui sont indispensables pour échapper à des situations de violence. La réduction de ces systèmes de soutien accroît la vulnérabilité et l'isolement des femmes, ce qui crée des obstacles importants à la dénonciation des cas de violence fondée sur le genre.
6. L'absence de budgétisation sensible au genre et de données sur les contributions économiques des femmes et les paiements d'impôts ventilés par sexe entrave la responsabilisation et rend difficile l'alignement des politiques sur les besoins sociaux.
7. L'architecture financière mondiale, établie après la Seconde Guerre mondiale pour servir les intérêts des nations industrialisées, n'a pas évolué pour répondre aux besoins des pays en développement, ce qui entraîne des inégalités systémiques qui favorisent les pays les plus riches.

ALTERNATIVES ET VOIES FEMINISTES

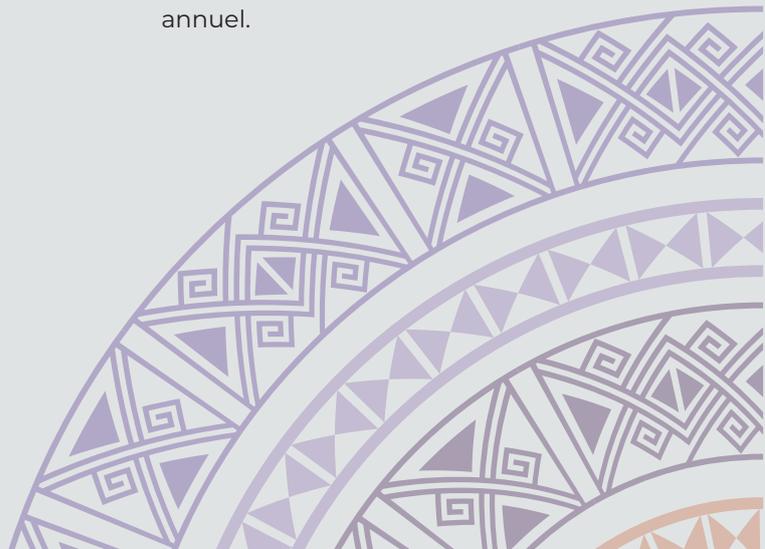
Nous proposons un changement radical dans la manière dont la dette et le développement sont abordés en Afrique, en adoptant un modèle économique féministe qui donne la priorité à la justice sociale, à l'équité et au bien-être de tous les citoyens. Nos principales recommandations et propositions politiques sont les suivantes:

1. Investir dans le leadership féminin et veiller à ce que les histoires et les contributions des femmes soient reconnues et préservées.
2. Les femmes africaines doivent continuer à disposer d'un espace et de ressources pour raconter leur histoire. Nous devons nous souvenir de la contribution des femmes à l'économie africaine et ne pas l'effacer. Il est essentiel de comprendre les contributions des femmes dans le passé pour éviter les pièges qui consistent à modeler les systèmes politiques et économiques uniquement sur des cadres dominés par les hommes.
3. Accroître la représentation des femmes dans la prise de décision politique et économique, en particulier dans les négociations sur la dette et les politiques de développement. Reconnaître que la représentation seule est insuffisante ; donner la priorité à l'inclusion de femmes ayant des valeurs féministes dans les postes de direction.
4. Promouvoir des systèmes électoraux inclusifs en encourageant les partis politiques à faire preuve d'un engagement significatif en faveur de la représentation des femmes et en élevant cette responsabilité au niveau des électeurs, qui devraient exiger de leurs partis qu'ils présentent des candidates.
5. Réformer les systèmes fiscaux pour créer des politiques plus justes et plus équitables qui s'attaquent aux inégalités entre les sexes et promeuvent la justice sociale.
6. Promouvoir des économies de soins en développant des cadres économiques qui s'attaquent aux inégalités structurelles et garantissent aux femmes un accès équitable aux ressources, aux opportunités et aux avantages. Cela implique le démantèlement des structures patriarcales et néocoloniales qui perpétuent la discrimination fondée sur le sexe.

7. Aller au-delà d'une focalisation étroite sur la seule autonomisation économique, qui peut être une source de distraction. Mettre l'accent sur les systèmes de protection sociale, les investissements dans les marchés du travail et la création d'emplois assortis de solides filets de sécurité sociale.¹⁴ Plaider en faveur d'une annulation et d'une restructuration de la dette qui tienne compte de l'impact social et sexospécifique du remboursement de la dette, afin que les nations africaines puissent investir dans la santé, l'éducation et les systèmes de protection sociale.
8. Plaider pour l'annulation et la restructuration de la dette en tenant compte des impacts sociaux et de genre liés au remboursement de la dette, afin de garantir que les nations africaines puissent investir dans les systèmes de santé, d'éducation et de protection sociale.
9. Les gouvernements africains devraient former un front uni dans les négociations internationales, en exigeant des conditions plus équitables dans les accords financiers et d'endettement qui donnent la priorité au bien-être de leurs citoyens, en particulier des femmes et des filles. En travaillant ensemble, les nations africaines peuvent tirer parti de leur pouvoir et de leurs ressources collectives pour contester la domination du Nord et créer des relations économiques plus équitables et durables.
10. Demander instamment l'adoption de politiques qui démantèlent les structures patriarcales et néocoloniales, en veillant à ce que les décisions économiques soient prises avec la pleine participation des femmes et des groupes marginalisés. Cela implique de remettre en question le paradigme économique dominant qui privilégie le profit au détriment des personnes et de la planète et de plaider pour des modèles alternatifs qui donnent la priorité à la justice sociale et environnementale.
11. Soutenir la mise en place d'institutions régionales solides capables d'assurer l'indépendance financière de l'Afrique et de garantir la transparence, la responsabilité et l'inclusion dans toutes les politiques économiques.
12. Les pays africains ne sont pas moins puissants que les nations développées; ils possèdent les ressources nécessaires à une croissance continue. L'Afrique dispose d'un potentiel important et doit affirmer son rôle de faiseur de règles dans l'économie mondiale.

Au cours de l'événement, les actions à court terme suivantes ont également été identifiées:

1. Recueillir des données désagrégées et mener des recherches ciblées sur le genre pour comprendre les facteurs qui favorisent ou entravent les progrès des femmes. Il s'agit notamment d'évaluer l'efficacité des lois en vigueur et d'identifier les barrières culturelles susceptibles d'entraver les progrès.
2. Lancer une campagne visant à abolir les lois et les pratiques culturelles qui entretiennent l'inégalité entre les sexes et désavantagent les femmes. Il est essentiel de s'attaquer aux normes culturelles néfastes pour favoriser un environnement dans lequel les femmes peuvent s'épanouir.
3. Pour garantir un engagement mondial cohérent, il faut un programme de transformation clair et bien défini aux niveaux local, national et régional. Cet agenda doit intégrer une base économique solide et une vision féministe. Il est essentiel d'aller au-delà des objectifs aspirationnels et d'articuler une voie concrète pour la mise en œuvre.
4. Créer un groupe de travail chargé de proposer et de mettre en œuvre un plan d'action mesurable, permettant d'évaluer les progrès accomplis lors de chaque forum annuel sur la base des conclusions de cet événement et des recherches existantes. Cette initiative vise à garantir la mise en œuvre de mesures concrètes entre chaque forum annuel.



ENGAGEMENT

Au moment de conclure AfCoDD IV, nous prenons les engagements suivants pour guider notre travail sur la dette et la justice économique:

I. Identité et afro-féminisme

Comprometemo-nos a criar e promover teorias e discursos feministas africanos que reflitam as diversas realidades do continente. Vamos recuperar a rica história de resistência de África contra todas as formas de discriminação (seja baseada no patriarcado, raça, classe ou imperialismo global).

II. La décolonisation

Nous nous engageons à travailler activement au démantèlement des structures et des influences coloniales dans les sphères économiques, culturelles et politiques. Notre féminisme panafricain est intrinsèquement décolonial et vise à libérer nos nations et nos peuples de toutes les formes de colonisation.

III. Mémoire et histoire

Nous nous engageons à préserver et à apprendre de l'histoire de l'Afrique, veillant à ce que les générations futures aient connaissance des réalisations et des luttes passées. Nous honorerons cette mémoire comme base pour construire notre avenir.

IV. Résistance et reconstruction

Nous résisterons aux pratiques économiques d'exploitation et repenserons les systèmes économiques pour donner la priorité au bien-être de tous les citoyens. Il s'agit notamment de rejeter les pratiques capitalistes néolibérales qui marchandisent le travail et la vie, et de promouvoir au contraire des économies de soins et de vie.

V. Récupération des valeurs

Nous nous engageons à réclamer l'humanité, la dignité, l'autonomie et l'interconnexion de l'Afrique. Nous nous engageons à la guérison, à la fraternité et à la joie, et nous honorerons le caractère sacré de l'écosystème dans lequel nous vivons.

APPEL A L'ACTION

Nous appelons toutes les parties prenantes - les citoyens africains, les dirigeants gouvernementaux, la société civile et les organisations internationales - à s'unir dans un engagement commun pour transformer la crise de la dette en une opportunité de faire progresser l'égalité des sexes et le développement durable. Nous invitons toutes les parties prenantes en Afrique à approuver et à signer ce manifeste dans un délai de trois mois, afin de consolider notre détermination collective à reconquérir l'avenir de l'Afrique et à faire en sorte que notre continent devienne un faiseur de règles plutôt qu'un preneur de règles dans le système financier mondial.



**AFRICAN FORUM AND NETWORK
ON DEBT AND DEVELOPMENT**

31 Atkinson Drive, Hillside,
PO Box CY1517, Causeway, Harare, Zimbabwe,
Tel: +263 4 778531/6, +263 2912751-4
Email: info@afrodad.org
Website: www.afrodad.org

